

Zoom sur ...

...sur l'évolution des cours des principales matières premières de l'Afrique de l'Ouest❖ **L'importance des matières premières dans les exportations de la région**

Les économies des pays d'Afrique de l'Ouest sont caractérisées par une forte dépendance des exportations aux matières premières d'origine agricole et extractive. Si certaines ressources sont propres à un ou deux pays (comme le cacao en Côte d'Ivoire ou l'uranium au Niger), d'autres sont plus largement étendues à la sous-région (comme le coton ou l'or).

	Valeur des exportations 2017 ¹ (Mds USD)	Part dans les exportations totales
Or	7256	23%
Cacao	4205	13%
Pétrole	2981	9%
Minerai et métaux	2970	9%
Fruits et graines (dont l'anacarde)	2422	8%
Coton	1920	6%
Café	201	1%
Total	21955	70%

Compte-tenu de l'importance de leurs parts dans les exportations totales (l'anacarde pouvant représenter à elle seule près de 86,5% des exportations de la Guinée-Bissau, le cacao plus de 35% des exportations ivoirienne et le coton 16,5% des exportations maliennes), **l'évolution de leur prix sur les marchés mondiaux a une influence significative sur les balances commerciales, les finances publiques et les dynamiques de croissance économique des pays concernés.** Importatrice nette de produits pétroliers, l'Afrique de l'Ouest francophone subit également les fluctuations des cours du pétrole. Naturellement, cet impact diffère pour les pays producteurs de la zone que sont la Côte d'Ivoire et le Niger.

❖ **Sur les fluctuations récentes**

L'évolution des cours des matières premières exportées par les pays de la sous-région varie selon les produits.

Les prix mondiaux du coton ont augmenté de 13% en moyenne par an entre 2016 et 2018, procurant ainsi un supplément de revenu aux nombreux pays exportateurs de la zone, **avant de subir un recul important de 6% en moyenne sur les 3 derniers trimestres.** Cette semaine, le prix du coton a même atteint son plus bas niveau depuis août 2016 (65,45 cents la livre).

A l'inverse, les cours de l'uranium ont chuté de 9% entre 2016 et 2018, aggravant le déficit commercial du Niger, **avant de repartir à la hausse en 2018 (+28% entre le deuxième trimestre 2018 et le premier trimestre 2019).** En dépit de cette reprise, le secteur manque d'une rentabilité suffisante, comme en attestent les [déclarations récentes du ministre nigérien des Mines sur la fermeture probable de la Cominak, l'une des deux filiales du géant français Orano.](#)

De son côté, **la Côte d'Ivoire souffre de cours du cacao qui peinent à retrouver leur niveau d'avant la crise intervenue en novembre 2016.** Après avoir enregistré une baisse de 13% entre le deuxième et le troisième trimestre 2018, **les cours se sont relativement stabilisés depuis autour de 2,24 USD/kg (contre 2,89 USD/kg en moyenne en 2016).** Selon l'agence Bloomberg, les autorités de régulation de la filière cacao de la Côte d'Ivoire et du Ghana – qui produisent à eux deux 60% de la récolte mondiale – rencontreront en juin prochain les broyeurs et les acheteurs afin de discuter de l'établissement d'un prix planché commun, conformément à la « Déclaration d'Abidjan » signée en mars dernier par les deux pays. **De même, les cours du café sont restés relativement stables sur les trois derniers trimestres, sans enrayer la baisse tendancielle qu'ils connaissent depuis quelques années.**

Pour sa part, **le prix de l'or suit une tendance à la hausse depuis 2016 (+2% entre 2016 et 2018, +4% sur les 3 derniers trimestres), mais enregistre une diminution récente qui le place en avril à son plus bas niveau depuis le début de l'année.**

Enfin, **après la chute brutale des cours mondiaux de pétrole en 2014 (-45%) et 2015 (-30%), les prix ont progressé de 26% en moyenne entre 2016 et 2018**, ce qui a alourdi la facture pétrolière des pays importateurs. **Toutefois, les cours du pétrole sont à nouveau en baisse depuis le 3^{ème} trimestre de 2018, enregistrant un recul moyen de 9% de cette période jusqu'au premier trimestre 2019.**

¹ Exportations de l'ensemble des pays de l'UEMOA, du Cap-Vert, de la Gambie, la Guinée et la Mauritanie. Données 2017 CNUCED.

Visite du directeur adjoint du FMI en Gambie et au Cap-Vert

Le directeur adjoint du FMI, Tao Zhang, s'est rendu à Banjul le 14 mai puis à Praia le 15. A Banjul, [il a \(i\) souligné la forte reprise de l'économie gambienne, avec un taux de croissance de 6,6% en 2018, une baisse de l'inflation à 6% et une hausse des réserves de change à 3 mois d'importations,](#) (ii) mis en avant les efforts du gouvernement gambien pour développer les infrastructures du pays et renforcer ses liens avec la région (construction du pont « Senegambie », projet Organisation pour la mise en valeur du Fleuve Gambie qui concerne la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau et le Sénégal, puis la ratification de l'accord sur la Zone de libre-échange continentale) et (iii) listé 3 axes de réformes nécessaires, à savoir la restructuration de la dette publique, la création de marge de manœuvre budgétaires pour répondre aux enjeux sociaux et le renforcement de l'état de droit. A Praia, le directeur adjoint a salué les bons indicateurs économiques du pays qui connaît une croissance robuste (5,5%), une inflation faible et une position extérieure solide. Il a préconisé d'assurer la protection des couches les plus vulnérables afin de réduire davantage la pauvreté et a loué l'engagement des autorités à poursuivre leur programme de réformes des finances publiques.

BNP Paribas envisage de céder ses participations dans ses filiales du Burkina Faso et du Mali

[Le groupe a annoncé l'ouverture d'une réflexion stratégique en vue de la cession de ses participations dans les capitaux de ses banques de détail au Burkina Faso \(BICIAB\) et au Mali \(BICIM\).](#) BNP Paribas explique que ces projets de cession s'inscrivent pleinement dans sa stratégie en Afrique qui vise à accélérer le recentrage de ses activités et le développement de ses opérations sur les marchés dont les caractéristiques correspondent aux forces du groupe et aux conditions souhaitées en termes de maîtrise des risques.

BURKINA FASO

Signature de conventions de financement avec la Banque mondiale (BM)

Le 10 mai dernier, la BM a procédé à la signature de 3 conventions de financement avec le Burkina Faso pour un montant total d'environ 137 Mds FCFA (210 M EUR). La 1^{ère} convention, d'un montant estimé à 59 Mds FCFA (90 M EUR), est relative à un appui budgétaire. La 2nde convention, d'un montant de 19,5 Mds FCFA (30 M EUR), concerne le projet régional de Centres d'excellence africaine (CEA) au sein de l'enseignement supérieur. La 3^{ème} convention, d'un montant de 59 Mds FCFA (90 M EUR), est destinée au projet d'appui à l'inclusion financière au Burkina Faso.

Lancement des travaux de construction de la mine de Sanbrado

Le Premier ministre Christophe Dabiré a présidé, le 10 mai 2019, le lancement des travaux de construction de la mine d'or de Sanbrado située dans la province du Ganzourgou dans la région du Plateau Central. Cette mine industrielle, en carrière et en sous-terrain qui s'étend sur une superficie de 25,9 km², devrait générer pour l'État 156,5 Mds FCFA (238,6 M EUR) en termes d'impôts et taxes, 2,2 Mds FCFA (3,4 M EUR) pour le fonds de réhabilitation environnementale et 11,3 Mds FCFA (17,2 M EUR) à titre de contribution au fonds minier de développement local. La coulée du premier lingot de cette mine, détenue à 10% par l'État et à 90% par le minier australien West African Resources, est prévue pour le 3^{ème} trimestre 2020.

Appel à manifestation d'intérêts pour l'aéroport de Donsin

Dans le cadre du projet de construction du nouvel aéroport international de Donsin, situé à 35 km au nord de la capitale Ouagadougou, le groupement français Meridiam/Aéroport Marseille Provence, pressenti pour l'attribution d'une convention de délégation de service public, a lancé en mai 2019, un appel à manifestation d'intérêts pour le contrat d'ingénierie et de construction dudit aéroport. Le dossier peut être retiré à l'adresse suivante : aeroportouagadougou@meridiam.com et doit être transmis avant le 21 juin 2019 à 18h00 GMT par courriel.

Bilan à fin mars 2019 de l'exécution du budget de l'Etat

[Le rapport d'étape publié par le Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat](#), indique que la mobilisation des ressources s'est établie à fin mars 2019 à 1 305,4 Mds FCFA (2 Mds EUR), soit un taux de réalisation de 93,4%. Ce léger retrait est essentiellement dû à un niveau de mobilisation moindre que prévu des emprunts sur le marché monétaire et financier régional (67,6% de taux de réalisation). Les recettes fiscales ont été recouvrées à 824,2 Mds FCFA (1,3 Md EUR), soit un taux de réalisation de 100,9%. Quant aux ressources extérieures, elles ont été mobilisées à hauteur de 189 Mds FCFA (288 M EUR), soit un taux de réalisation de 97,3%. Au niveau des dépenses, le taux d'exécution a été de 96,7%, à 1 281,9 Mds FCFA (1,95 Md EUR). Les investissements ont enregistré un taux d'exécution de 101,7%, mais le service de la dette acquitté a été moindre que prévu (97,5% de taux d'exécution) en raison d'une dépréciation du dollar US. Les dépenses courantes ont enregistré un taux d'exécution de 94,5%.

Refinancement de la dette du secteur de l'énergie

L'opération de refinancement de la dette de l'État de Côte d'Ivoire envers le secteur de l'électricité porte sur un montant total de 261 M EUR. Cette opération se fait en deux tranches, dont la première en monnaie locale (FCFA) et la seconde en EUR. La première tranche s'élève à 95 Mds FCFA (145 M EUR), mobilisés auprès des banques NSIA et de la Société Générale Côte d'Ivoire. La deuxième tranche, de 300 M EUR, sera mobilisée par la Deutsche Bank. Le ministre du Pétrole, de l'Energie et des Energies renouvelables a indiqué qu'il souhaitait que ce refinancement permette à la Côte d'Ivoire d'exporter de l'énergie vers la Guinée et la Sierra Leone.

Passage au Budget-programme en 2020

Le Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat a annoncé, à l'occasion d'un séminaire gouvernemental, que la Côte d'Ivoire basculera effectivement dès le 1^{er} janvier 2020 en mode Budget-programme. Les membres du gouvernement ont pu être ainsi instruits sur les innovations apportées aux procédures d'élaboration, d'approbation et de vote du budget, les nouveaux métiers budgétaires engendrés, les modalités de leur exercice ainsi que des contraintes qui en résultent. Pour mémoire, le budget-programme est un mode de gestion des finances publiques initié par l'UEMOA, avec pour objectif d'insuffler une plus grande cohérence entre les objectifs de développement et les allocations budgétaires. Ainsi, en lieu et place des titres, le budget sera désormais voté par programme et par dotation. Contrairement au budget annuel, le budget-programme est élaboré pour trois ans.

Développement du secteur minier aurifère

Le Premier Ministre ivoirien a inauguré l'usine de la compagnie canadienne Endeavour Mining à Ity. Cette usine devrait permettre au groupe canadien d'extraire 5 à 6 T d'or par an pour atteindre une production totale de 70 T d'ici 2034. Endeavour Mining a dû mobiliser un financement de 368 M EUR afin d'installer son usine sur le site en exploitation depuis 1991. Ce projet pourrait générer 230 M EUR d'impôts ainsi qu'un milliers d'emplois. Pour rappel, la Côte d'Ivoire a produit 25 T d'or en 2018, ce qui place le secteur comme un pilier de l'économie ivoirienne parmi le cacao et le café. Le ministre des Mines et de la Géologie, Jean Claude Kouassi, a annoncé que le secteur minier projette une contribution de 4% au PIB en Côte d'Ivoire à l'horizon 2020.

Accélération du chantier de construction du port sec à Ferkessédougou

Par l'adoption d'un décret portant déclaration d'utilité publique du site en Conseil des Ministres, le gouvernement indique que le projet de port sec de Ferkessédougou (Nord) sera bâti sur un terrain de 732 hectares. Ce port a vocation à créer une zone économique de développement entre le nord de la Côte d'Ivoire et les régions frontalières du Burkina Faso et du Mali.

Election d'un nouveau président à la tête de la chambre de commerce européenne

Lors de l'assemblée générale ordinaire du 14 mai, la chambre de commerce européenne, dite Eurocham, a élu Marc Alberola, en qualité de président de l'institution, à la suite de Jean-Luc Ruelle. Marc Alberola est directeur général et administrateur du groupe Eranove, actionnaire de la société de distribution d'eau de la Côte d'Ivoire et de la compagnie ivoirienne d'électricité, entre autres.

GUINEE

Stabilisation de l'inflation à 9,7% en g.a.

L'institut national de statistiques a publié les chiffres de l'inflation pour le mois de mars 2019. L'inflation demeure stabilisée à 9,7% en glissement annuel à fin mars. En variation mensuelle, elle a enregistré une hausse de 1%, principalement sous l'effet d'une hausse des prix du pain et des céréales (+2,8%), du logement et de l'énergie (+1,1%) et surtout du sel, des épices et des produits alimentaires (+10,1%). A noter qu'entre mars 2018 et 2019, les produits alimentaires ont augmenté de 11,9% en glissement annuel, notamment au niveau des trois sous-groupes sel et épices (65,6%), légumes et lait (16,3%), fromage et œufs (15,8%). Pour mémoire, le FMI a revu à la hausse sa prévision d'inflation en moyenne annuelle pour 2019, à 8,9% (contre 8% dans sa prévision initiale et 9,7% en 2018).

Le plan annuel de réformes des finances publiques passé en revue par les partenaires au développement

Le 15 mai 2019, le ministère de l'Economie et des Finances et les partenaires au développement de la Guinée ont passé la revue annuelle du Plan de réformes des finances publiques (PREFP). Dans son discours, le ministre des Finances, président du comité de pilotage du dit plan, a indiqué que la mise en œuvre des réformes a été dynamique en 2018, avec notamment les avancées sur l'unification de la gestion de la trésorerie de l'Etat à travers l'opérationnalisation progressive du compte unique du trésor, la rationalisation des structures en charges de gestion des marchés public, la création d'un numéro d'identifiant fiscal, la préparation des premiers arrêts de la cour des comptes ainsi que l'adoption du décret d'application de la loi sur la gouvernance des organismes publics.

Orange Guinée lance le 1^{er} réseau 4G

Ce 1^{er} réseau de la 4G d'Orange Guinée a été lancé le 9 mai 2019 à Conakry. Le lancement de la 4G confirme le leadership de la filiale française en Guinée. Le réseau 4G sera déployé à l'intérieur du pays en seconde phase afin de fournir la vitesse du très haut débit aux habitants des différentes localités du pays.

Modernisation de l'usine d'Alumine russe Rusal- Friguia

La direction générale de l'usine d'alumine a entrepris des travaux de construction d'une nouvelle file d'évaporation, pour un investissement total de 16 M USD. La réalisation de ces travaux s'inscrit dans un vaste programme de modernisation et de renforcement des capacités de production de l'usine. Cette usine, qui avait été fermée durant plusieurs années en raison de mouvements de grève de ses employés, a été réhabilitée par la suite pour un coût total de 123,5 M USD et officiellement remise en marche le 20 juin 2018. Un effectif de 1 200 employés guinéens et 60 experts russes travaillent dans cette usine.

GUINEE-BISSAU

Mission d'analyse de la situation macroéconomique et financière du FMI

Une mission FMI a séjourné en Guinée-Bissau du 6 au 10 mai 2019, pour discuter principalement de la situation des finances publiques et du secteur financier. Cette mission a également été l'occasion d'évoquer la possibilité de mise en place d'un nouveau programme économique et financier. Au terme de la mission, l'équipe du Fonds s'est inquiétée de la dégradation de l'équilibre budgétaire du pays, avec un déficit global qui devrait être plus important qu'initialement prévu par le projet de budget 2019, voire dépasser les -5,1% du PIB de 2018. Cette situation est due à une hausse plus soutenue que prévue des dépenses et à une moindre mobilisation des recettes en raison du repli des cours de la noix de cajou. A ce stade, le gap de financement pour 2019 est

estimé à 3% du PIB. Face à cette situation, le FMI recommande la réactivation du comité de trésorerie et l'adoption d'un budget 2019 qui visera la réduction du déficit à 3% du PIB. Pour ce qui concerne le secteur financier, les discussions ont porté sur le projet de restructuration des deux banques publiques. S'agissant du nouveau programme, une nouvelle mission du FMI pourrait revenir dans les prochains mois pour entamer les discussions.

MALI

Un appui financier de la BAfD en faveur de l'environnement

Le ministre de l'Economie et des finances et la représentante résidente de la Banque africaine de développement (BAfD) ont procédé à la signature de trois accords de don d'un montant global de 7,3 Mds de FCFA soient 11 M EUR, en faveur de la préservation de l'environnement. Ces appuis sont notamment destinés au développement de la résilience des écosystèmes et des ressources naturelles. L'intervention mettra un accent particulier sur l'amélioration de la situation socio-économique des femmes et des jeunes et afin de lutter contre la pauvreté et la malnutrition infantile. Les zones bénéficiaires sont Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal.

Extension d'une mine d'or à Fekola par le canadien B2Gold

L'entreprise canadienne B2Gold investira 50 M USD (50% en 2019, 50% en 2020) dans l'extension de sa mine d'or de Fekola (sud-ouest). Cette mine, détenue à 80% par B2Gold et 20% par l'Etat malien, devrait permettre à terme de générer plus de 5 000 000 onces d'or. La production annuelle moyenne d'or, devrait passer à plus de 550 000 onces entre 2020 et 2024 et à plus de 400 000 onces au cours des sept années suivantes. L'exécution du projet est prévue sur 18 mois. La modernisation du traitement s'étalera jusqu'au 3^{ème} trimestre 2020.

MAURITANIE

La Mauritanie à la recherche de 263 M USD pour financer le réseau d'assainissement de la ville de Nouakchott

L'annonce a été faite par le ministre de l'Hydraulique et l'Assainissement, au cours d'une plénière à l'assemblée. Les études du schéma d'assainissement ont été réactualisées et approuvées, ce qui a permis de connaître le type des travaux nécessaires pour ce réseau d'évacuation des eaux usées et des stations de traitement et son coût de réalisation 263 M USD, selon la Ministre. Pour mémoire, Nouakchott, avait obtenu en 2013, un financement de 45 M USD de la Chine. Le montant avait permis la réalisation d'un réseau spécialisé d'évacuation des eaux de pluie, d'une capacité d'absorption de 224 000 m³ par jour.

La politique d'élargissement de l'assiette fiscale porte des fruits

L'application de cette politique a permis une hausse des ressources budgétaires de 198 Mds ancien UM (485,1 M EUR) en 2009 à 567 Mds UM (1,9 Md EUR) en 2018, soit une augmentation de l'ordre de 200%. A noté que les ressources fiscales passent de 106 Mds UM (259,7 M EUR) en 2009 à 362 Mds UM (886,9 M EUR) en 2018. Les revenus de la pêche enregistrent une hausse, passant de (41 Mds UM (100,45 MEUR) en 2009 à 72 Mds (176,4 MEUR) en 2018 soit une hausse de 75%. Le secteur minier est passé de 18,5 Mds UM (45,32 M EUR) en 2009 à 68,7 Mds UM (168,3 M EUR) en 2018 malgré la fermeture du champ pétrolifère Chinguitty en 2018.

NIGER

La Banque mondiale accorde un prêt de 13 M EUR au Niger pour financer la résilience climatique

Le 8 mai dernier, la Banque mondiale a signé avec les autorités nigériennes une convention de financement additionnel de 14,6 M USD (13 M EUR) pour le Projet d'actions communautaires pour la résilience climatique (PACRC). Ce prêt doit permettre la mise en place et l'opérationnalisation de plateformes multiservices intégrées dans les communes ciblées. Ce financement additionnel s'ajoute au financement initial de 63 M USD (56 M EUR) du Programme pilote pour la résilience climatique (PPCR) du PACRC qui s'inscrit dans le cadre du Programme stratégique pour la résilience climatique du Niger (PSRC Niger) du PPCR approuvé en novembre 2010. La mise en œuvre du PAC/RC a notamment permis l'amélioration de plus de 40 000 ha de terres agro-sylvo-pastorales.

Une société mauritanienne va produire de l'énergie électrique au Niger

Afin de renforcer et de sécuriser son approvisionnement en énergie électrique, le Niger a engagé le processus conduisant à la signature d'un contrat de Partenariat Public Privé (PPP), suite à l'offre spontanée reçue de la société mauritanienne Istithmar West Africa. L'objet porte sur les missions de développement, financement, construction, installation, exploitation et maintenance de deux centrales thermiques diesel totalisant 76 MW, à savoir : une centrale de 23 MW à Zinder pour la zone du Niger Centre-Est qui comprend les régions de Maradi, de Tahoua et de Zinder et une centrale de 53 MW à Goudel/Niamey pour la zone du Fleuve qui comprend les régions de Dosso, de Tillabéry et de Niamey. Selon la convention signée, l'entreprise mauritanienne bénéficiaire de cette concession s'engage à financer, construire et exploiter les deux centrales thermiques avant de les rétrocéder à l'État nigérien.

Orano pourrait fermer l'une de ses deux filiales dans le pays

Une des deux filiales du groupe français Orano (ex-Areva) va sans doute devoir fermer ses portes dans les deux à trois ans à venir, a indiqué le ministre des Mines, faute de rentabilité suffisante. La Cominak - dans laquelle l'État est actionnaire aux côtés du français Orano, du japonais Overseas Uranium et de l'espagnol Enusa - exploite l'une des mines les plus anciennes du pays. Avec un coût de production d'environ 75 EUR le kilo, l'uranium de la Cominak paraît trop cher, au regard d'un cours mondial qui oscille entre 54 et 55 EUR le kilo. De plus, la mine étant en fin de vie, il faut creuser de plus en plus profond pour trouver un produit de moins en moins bon. Les autres mines de la région d'Arlit conservent pour l'heure une rentabilité satisfaisante et il est espéré, du fait de la construction de centrales nucléaires en Chine, que la demande croisse à moyen terme, permettant une augmentation du cours de l'uranium.

Deux nouvelles conventions de permis de recherche d'or

Le Conseil des ministres du 10 mai a approuvé deux conventions de permis de recherche d'or : « Sorbon Haoussa », dans la région de Tillabéry et « Gabi » dans la région de Maradi, respectivement à l'ouest et au centre du pays. Le premier permis revient à la société OM Goldstone Ressource, une société nouvellement créée. Celle-ci s'engage à investir au moins 1,1 Mds FCFA (1,7 M EUR) sur les trois prochaines années. Quant au deuxième permis, il est accordé à la société nigériane Maharaz General Services Ltd qui devra investir dans les trois ans près de 1,2 Mds FCFA (1,8 M EUR) pour les recherches dans sa zone d'intervention.

SENEGAL

750 M USD de revenus du tourisme captés par le pays en 2018

Selon le ministre du Tourisme et des transports aériens, en 2018, le tourisme a généré, sur le plan mondial 1 600 Mds USD mais le Sénégal n'a pu capter que 750 M USD. Le ministre invite ses services à rehausser la part de marché en développant l'ingénierie touristique en mode Fast track, avec des objectifs sur les trois prochaines années (aménagement d'au moins 10 sites historiques et touristiques) pour dépasser en 2023, les 3 millions de touristes. Des travaux de classement des établissements hôteliers du Sénégal ont également été lancés par le ministre du Tourisme et des transports aériens. Une mission qui consiste à visiter les hôtels pour apprécier le degré de conformité des éléments de la norme par rapport aux services vendus permettra d'établir et d'aligner l'offre touristique sénégalaise sur les standards internationaux.

Le pays occupe la 12^{ème} place du classement de l'émergence économique en Afrique

Le Bureau de prospective économique (BPE) a rendu public le deuxième classement annuel des pays africains concernant l'émergence économique. Le Sénégal se classe dans la catégorie des pays potentiellement émergents, derrière la Côte d'Ivoire mais devant le Nigéria qui est en 20^{ème} position. Il se positionne ainsi au 12^{ème} rang sur 45 pays en Afrique en 2017. Ce classement se fonde sur la richesse inclusive, le dynamisme économique, la transformation structurelle et la bonne insertion dans l'économie mondiale.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
Population (M hab.) 2018	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	18,5	4,5	19,3	16,3	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie														
PIB (Mds USD) 2018	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	17,2	5,2	9,2	24	5,4	140,3	1 642,7
PIB / Hab (USD) 2018	915	729	3 563	1 680	745	883	840	927	1 143	477	1 474	670	1 060	1 658
Croissance PIB réel (%) 2018	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	4,9	3	5,2	6,2	4,7	6,3	3
Inflation (%) 2018	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	1,7	3	3	0,5	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques														
Déficit public (%PIB) 2018	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,1	-3,8	-3,7
Dettes publiques (%PIB) 2018	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	36,6	83,9	55,1	64,4	74,6	52,5	48,5
Pression fiscale (%PIB) 2017	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	16,2	-
Risque Pays ²	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
Balance commerciale 2018 (%PIB)	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
Exportations françaises vers ³ (MUSD)	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	3 573	11 015
Importations françaises depuis (MUSD) ³	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	1380	8 069
Balance courante (%PIB) 2018	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-7,9	-6,8	-2,6
Réserves de change (mois d'import) 2018	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	5	5
Aspects qualitatifs														
IDH (2018) ⁴	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
Doing Business (2019) ⁵	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
Environnement des affaires ⁶	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

² Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

³ Trade Map-2017

⁴ PNUD - Classement sur 188 pays

⁵ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁶ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Équité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque